

NEWS



Bi-mensuel
1-15 novembre 1988
n° 122

ISSN 0771-9388
Editeur responsable : Jerzy Milewski
9, av de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

LECH WALESA MET EN GARDE CONTRE LES CONSEQUENCES DE LA POLITIQUE DE CONFRONTATION DU GOUVERNEMENT.

Personne ne s'y trompe. La fermeture des Chantiers de Gdansk, sous couvert d'arguments économiques, est la première attaque d'un assaut politique du gouvernement Rakowski contre NSZZ "Solidarnosc". Dans plusieurs de ses déclarations récentes, le nouveau Premier Ministre a répété, en minimisant le rôle des éventuelles négociations de la table ronde - à présent, bien compromises -, son rejet notoire de tout compromis réel avec la société.

Ainsi, l'histoire semble-t-elle bégayer et revenir à son point de départ, à 1981 quand le Général Jaruzelski et le vice-premier Ministre de l'époque, le même Rakowski bloquaient toute possibilité de dialogue et de compromis avec NSZZ "Solidarnosc", pour se donner le temps de préparer le coup militaire du 13 décembre. Aujourd'hui, les acteurs sont toujours les mêmes; les dirigeants du Parti considèrent encore NSZZ "Solidarnosc", même délégalisée, comme une menace pour leur pouvoir arbitraire et semblent préparer un nouvel assaut contre le syndicat indépendant. Tantôt annonçant la possibilité de négociation avec "l'opposition", tantôt usant brutalement des forces de police contre toute expression indépendante - comme lors de la commémoration du 11 novembre -, les autorités, par leurs manoeuvres, se montrent prêtes à tout pour préserver leur pouvoir, à n'importe quel prix. A cela, s'ajoute encore la volonté de la "nouvelle" équipe gouvernementale, succédant à toutes celles qui avec la même conviction ont conduit la Pologne au bord du gouffre, de décider et de mener seule, sans consultation aucune, des réformes économiques qui, outre le fait qu'elles échoueront encore comme tous les multiples plans de réformes précédents, risquent d'entraîner un coût social, important, inutile et irrémédiable.

Aussi, ne peut-on augurer de cette ligne politique que les plus inquiétantes perspectives. Comme l'a déclaré Lech Walesa, "l'accession de Rakowski à la tête du gouvernement n'a fait qu'intensifier les conflits socio-politiques, rendant virtuellement impossibles les négociations de la table ronde".

La politique de confrontation adoptée par le pouvoir, en torpillant cette chance de compromis, suscite dans la population polonaise une grande inquiétude et un profond mécontentement.

LA COMMISSION PROVISOIRE DE COORDINATION (KKW) DE NSZZ "SOLIDARNOSC", dans un communiqué, condamne la politique économique gouvernementale:

Le gouvernement Rakowski projette de fermer environ 100 usines, sans consultation aucune ni de la société, ni des principaux experts économiques. Donc, le sort de ces entreprises est déterminé arbitrairement par le Premier Ministre et non par les règles économiques. De plus, la totale responsabilité pour l'état actuel de l'économie pèse sur ce gouvernement. NSZZ "Solidarnosc", cependant, ne peut échapper à sa responsabilité naturelle pour le sort de la population menacée de chômage et de pauvreté. Les travailleurs des entreprises destinées à la liquidation ne peuvent rien espérer des néo-syndicats officiels (OPZZ) qui ont non seulement manqué à apporter leur soutien à

leur organisation des Chantiers de Gdansk mais aussi à user du droit de présenter leur avis avant l'adoption de cette décision. Au contraire, le président de l'OPZZ a publiquement soutenu la politique anti-ouvrière du premier ministre Rakowski et a reconnu son affinité personnelle pour une telle philosophie de gestion. NSZZ "Solidarnosc" défendra les ouvriers des usines menacées de fermeture, quelque soit leur affiliation syndicale. En cas de fermeture, nous demandons que le gouvernement remplisse les exigences suivantes (similaires aux conditions appliquées aux licenciés du personnel administratif):

1° accepter le principe qu'aucun licencié ne subisse de perte de revenu ou d'allocations sociales, ni de détérioration de ses conditions de travail et de logement, ni d'abaissement de qualification;

2° les personnes auxquelles un nouvel

4° P. 17.007

emploi ne pourrait être trouvé dans la région, devraient avoir le choix suivant: a) se rendre dans une nouvelle région où un emploi et un logement leur seraient assurés, les frais de déplacement et de réinstallation étant à la charge de l'Etat; b) une formation professionnelle dans un secteur librement choisi, avec revenu assuré pendant la période de formation, avec salaire égal; c) une indemnité unique correspondant à un salaire annuel, y compris les primes, le bénéficiaire assumant alors la responsabilité de se trouver un emploi, la continuité de carrière étant cependant préservée;

3° les travailleurs résidant dans des hôtels ouvriers ne peuvent en être expulsés avant qu'un logement acceptable leur soit alloué à leur nouveau lieu de travail; les familles occupant des logements de l'entreprise préservent leurs droits de locataire;

4° les travailleurs ayant 25 ans d'ancienneté de même que les travailleurs âgés ou malades, qui pourraient ne pas être en mesure de retrouver un emploi, devraient avoir droit à la retraite anticipée;

5° les travailleurs souhaitant entreprendre une activité indépendante devraient recevoir les prêts financiers et l'assistance nécessaires;

6° les crédits nécessaires à l'application de ces revendications devraient provenir de l'employeur et d'un budget de formation constitué à cette fin.

Nous demandons que le gouvernement rende compte de l'état de ce budget et en use pleinement dans ce but. Nous appelons les ouvriers directement affectés par ces fermetures, ainsi que tous les travailleurs du pays, y compris ceux des néo-syndicats officiels, à appuyer ces revendications. Gdansk-12/11/1988-la KKW.

COMMUNIQUE DE LECH WALESA

Ce 29 octobre 1988, la fermeture des Chantiers Navals "Lénine" de Gdansk a été décidée. De ce fait, l'entreprise qui fut à l'avant-garde de la protestation ouvrière contre les profondes déformations de notre vie sociale et où furent signés les Accords d'Août 1980, cette même entreprise qui fut le berceau de NSZZ "Solidarnosc" et qui constitue le symbole de la lutte menée par les ouvriers et l'ensemble de la société pour la dignité du travail, pour de profondes réformes de la vie sociale, économique et politique du pays, cette entreprise est désignée à la liquidation.

La décision du Premier Ministre Rakowski concernant la fermeture des Chantiers de Gdansk n'est pas dictée par des considérations économiques. L'économie polonaise requiert des réformes structurelles et fondamentales. NSZZ "Solidarnosc" a toujours et continue de demander de tels changements. NSZZ "Solidarnosc" défendra l'entreprise qui est, pour le Syndicat et l'ensemble de la nation, un symbole de lutte pour une Pologne nouvelle et meilleure.

Nous sommes prêts à soutenir le Conseil Ouvrier des Chantiers dans ses efforts pour assainir l'entreprise, pour y mettre en place une nouvelle direction sur la base du mérite professionnel et non sur celle de l'appartenance à la nomenklatura, pour restructurer la production en vue de la rentabilité et pour améliorer significativement la gestion du travail.

Dans ce contexte, la décision du Premier Ministre constitue une provocation politique visant à torpiller les idées d'un accord, de la table ronde et servant uniquement à intensifier les tensions et conflits sociaux, et donc, contredisant les déclarations gouvernementales sur la recherche de la paix sociale.

Gdansk, le 31 octobre 1988, Lech Walesa.

LA COMMISSION NATIONALE EXECUTIVE (KKW) de NSZZ "Solidarnosc", dans son communiqué du 5 novembre, a critiqué cette décision qui "... constitue un acte politique hostile manifestant l'intention du gouvernement Rakowski de profiter de ses pouvoirs extraordinaires pour consolider le système staliniste de gestion économique. Cette décision manque de bases économiques solides. Il s'agit avant tout d'un acte vindicatif dirigé contre NSZZ "Solidarnosc" et les Chantiers de Gdansk, siège de la signature des Accords d'Août 80."

Sur la nécessité des réformes économiques, la KKW indique: "Nous soutenons les initiatives visant à réformer les Chan-

tiers et garantir leur existence. Nous reconnaissons également qu'une réforme économique véritable peut nécessiter la fermeture de certaines entreprises, mais de telles mesures doivent être menées selon les règles économiques et après une sérieuse évaluation et non, par des décrets politiques arbitraires. Toute décision de ce genre devrait être précédée d'une analyse objective de la situation économique des entreprises concernées, conduite avec la participation des représentants ouvriers". Les membres de la KKW notent encore qu'il serait nécessaire de préparer "d'indispensables règlements juridiques de protection des droits

ouvriers". Enfin, ils appellent à défendre les Chantiers et ses ouvriers par tous les moyens possibles, "y compris les grèves".

Peu après l'annonce de la fermeture des Chantiers de Gdansk et à la veille de la visite de Mme Margaret Thatcher en Pologne, le gouvernement a suggéré la tenue, maintes fois différée, des négociations de la table ronde "dans les tous prochains jours".

NSZZ "Solidarnosc" a répondu par un communiqué de son porte-parole Janusz Onyszkiewicz:

Malgré les appels de l'Eglise, la poursuite des répressions contre les ouvriers ayant participé aux récentes grèves d'Août, ajoutée à la dernière décision provoquante (en fait, une vendetta contre NSZZ "Solidarnosc") de fermeture des Chantiers de Gdansk, a radicalement altéré l'atmosphère politique du pays.

L'imposition de la décision sur les Chantiers, avant les discussions sur la nature des réformes économiques, prévues pour la table ronde, souligne clairement l'attitude dédaigneuse des autorités envers ces négociations.

C'est pourquoi commencer la table ronde

en ce moment n'est pas possible car pour cela, la certitude des bonnes intentions des deux parties est nécessaire.

Pour améliorer l'atmosphère, le gouvernement, suivant les demandes de l'Eglise, doit cesser les répressions, réintégrer les ouvriers licenciés en Silésie et à Stalowa Wola, ainsi que revenir sur la décision de fermeture des Chantiers de Gdansk.

Alors seulement, NSZZ "Solidarnosc", avec tous les délégués du Syndicat nommés par Lech Walesa, sera prêt à s'asseoir à la table ronde, conformément aux dispositions antérieures.

SUR LA RENTABILITE DU CHANTIER NAVAL "LENINE" DE GDANSK

L'annonce dans la précipitation, le 31 octobre, lors d'un long week-end et à la veille de la venue de Mme Thatcher, de la fermeture du Chantier "Lénine" revêt un caractère politique évident.

Si, certes, parmi les près de 7 mille entreprises d'Etat polonaises, le Chantier de Gdansk ne se situe pas parmi celles qui dégagent les plus grands bénéfices; il ne se place que dans le milieu d'un peloton d'environ 150 entreprises fortement déficitaires (alors que près d'un cinquième des entreprises d'état polonaises ont un bilan négatif). Aussi, que le Chantier se soit trouvé en première ligne dans le plan de fermetures (depuis, on attend toujours d'autres annonces de fermetures; la cessation immédiate du Chantier dès le 1er décembre se justifie-t-elle si le gouvernement tarde à fermer d'autres entreprises plus déficitaires encore?) souligne qu'il s'agit bien d'une attaque directe contre Solidarnosc, dont les Chantiers furent en Août 1980 le berceau. Aux affaires depuis moins d'un mois seulement, le 1er Ministre Rakowski et le Ministre de l'Industrie Wilczek auraient-ils réellement eu le temps de se faire une opinion précise sur la situation financière de l'entreprise, s'ils n'étaient guidés essentiellement par des buts idéologiques?

Pour se faire une idée de la situation économique des Chantiers, il convient de rappeler quelques points:

- cinquième chantier naval d'Europe, les Chantiers "Lénine", après une sévère chute de la production en 1983, accompagnée d'une réduction de personnel, passé de 15 mille ouvriers à 10 mille, ont connu depuis une reprise significative de la

production et une hausse modeste de l'embauche (à présent 11 mille ouvriers);

- près de 80% de la production des Chantiers (annuellement, environ, une quinzaine de navires de gros tonnage) est exportée vers l'Union Soviétique à des prix fixés administrativement. Les navires vendus à l'URSS sont payés par celle-ci en "roubles transférables" (monnaie en fait inconvertible; au taux de change établi arbitrairement : un dollar = 61 kopecks) même s'ils contiennent une part de technologie (équipement de navigation, ...) que les Chantiers achètent à l'Ouest en devises fortes et revendent contre des roubles transférables, utilisables au sein du Comecon uniquement;

- de même que toutes les entreprises du pays, le Chantier "Lénine" est dirigé par des cadres pour l'essentiel affiliés au POUF et le personnel administratif et de surveillance y est pléthorique;

- toute la gestion des Chantiers (plan, investissements, recherche de marché, achat, vente, transfert, développement, etc) s'opère à partir du niveau central et les décisions principales sont commandées par les Ministères; le gouvernement qui depuis l'origine a exercé un contrôle majeur dans la politique économique des Chantiers (comme dans celle de toutes les entreprises du pays) se présente maintenant dans le beau rôle de gestionnaire rationnel et se dégage de sa responsabilité antérieure dans la mauvaise situation financière du Chantier "Lénine";

- il existe une quantité de facteurs extra-économiques (laissant obscurs bien des aspects de la gestion de l'entreprise, tels que taux de change arbitraire, com-

mandes imposées, etc) pesant sur les Chantiers; le gouvernement feint de les ignorer et s'instaure singulièrement en défenseur du réalisme économique.

Pour toutes ces raisons, nombreux sont les observateurs en Pologne pour affirmer que même en y portant la meilleure attention, il serait difficile d'établir clairement la situation économique véritable du Chantier "Lénine". Que celui-ci nécessite une profonde réforme et une restructuration, est accepté par tous; mais la liquidation d'une entreprise aux produits à forte valeur ajoutée semble également à tous injustifiée, sinon du seul point de vue politique du gouvernement.

QU'EN EST-IL REELLEMENT? Confirmant l'opinion selon laquelle l'annonce de la fermeture des Chantiers de Gdansk comporte une large part de provocation, la liquidation prévue le 1er décembre est maintenant présentée par le gouvernement comme un plan de restructuration de la production et de la gestion, étalé sur deux ans. Par celle-ci, le pouvoir pourra, lors du réengagement du personnel dans la nouvelle structure industrielle des Chantiers, réembaucher les ouvriers dociles et laisser sans-emploi les militants de NSZZ "Solidarnosc".

REPRESSIONS CONTRE LES TRAVAILLEURS GREVISTES

70 ouvriers des chantiers de réparation de Gdansk et du chantier naval "Wisla" ont été menacés de licenciement pour avoir mené, les 8 et 9 novembre, une grève de protestation contre la fermeture des Chantiers Navals "Lénine".

COMMUNIQUE DU TRADE UNION CONGRESS (TUC)

Commentant l'annonce par le Gouvernement Polonais de la fermeture du Chantier Naval de Gdansk, Mr Norman Willis, Secrétaire-Général du TUC, a déclaré le 2 novembre:

"Mr Walesa et Solidarnosc ont le plein soutien du TUC dans leurs efforts pour empêcher la fermeture du Chantier de Gdansk et la perte de 11 mille emplois. Il s'agit clairement d'un acte politique vindicatif, visant à frapper NSZZ "Solidarnosc", la seule organisation syndicale représentative des travailleurs polonais.

Le Gouvernement Polonais devrait retirer son ultimatum. Il devrait accepter des discussions constructives avec le comité auto-gestionnaire du Chantier. Au niveau national, il n'est possible de sortir des crises économique et politique, exclusivement que par des négociations avec Solidarnosc. Il serait pour tous préférable que le Gouvernement Polonais en tienne compte immédiatement et abandonne ses tentatives d'éviter de négocier avec Solidarnosc.

Tel est le message que le Général Jaruzelski et Mr Rakowski devraient entendre très clairement."

LES MINEURS GREVISTES D'AOUT TOUJOURS SANS EMPLOI

103 mineurs de Jastrzebie licenciés pour avoir pris part aux grèves d'août, demeurent malgré un accord d'immunité conclu lors de la fin de la grève, sans-emploi. La direction use de tactiques diverses dans le processus de réengagement afin de susciter des divisions entre les ouvriers et briser les rangs de "Solidarnosc". Certains mineurs se sont vu proposer des emplois non sur base d'une complète réinsertion mais sur base d'un réengagement sous un nouveau contrat et donc, avec perte de l'ancienneté et des primes. Seuls quelques mineurs, ceux menacés d'enrôlement dans l'armée, ont dû accepter tout en portant l'affaire devant les tribunaux du travail. De telles procédures risquent de durer; entretemps, les mineurs sont au chômage ou sous-rétribués.

Lech Walesa a indiqué, clairement dans sa lettre adressée début novembre au général Kiszczak, que les négociations avec les autorités étaient impossibles tant que demeureront les sanctions contre les mineurs de Silésie.

LA FETE DE L'INDEPENDANCE DE 1918 MARQUEE PAR LA REPRESSION POLICIERE

La population polonaise a commémoré massivement l'anniversaire du 11 novembre, en participant à des célébrations indépendantes dans la plupart des villes du pays (Wroclaw, Lodz, Lublin, Pulawy, Gorzow, Belchatow, Cracovie).

La police présente en nombre à tous ces rassemblements s'est montrée particulièrement brutale à :

GDANSK où les vingt mille participants d'une messe à la basilique ont été attaqués à leur sortie par les Zomos, à coups de canons à eau. On fait état de plusieurs arrestations;

KATOWICE où la police a attaqué les manifestants; 80 d'entre eux se sont réfugiés dans la cathédrale où ils ont entamé une grève de la faim pour réclamer la libération d'une cinquantaine de manifestants interpellés;

POZNAN et VARSOVIE (20 mille manifestants) également, les interventions des Zomos furent très rudes (matraquages, gaz lacrymogènes, canons à eau); on relève également des arrestations.

LES DELEGUES ETUDIANTS de toutes les universités du pays réunis à la mi-septembre en un large Congrès National du NZS (Association Indépendante Etudiante, interdite) ont revendiqué l'enregistrement du NZS et la réforme de l'enseignement militaire.